



Genre de document : Règle
N° du document : 44-103
Objet : Régime de fixation du prix après le visa
Modifications :
Date de publication : Le 8 juin 2005
Entrée en vigueur : Le 8 juin 2005

NORME CANADIENNE 44-103

RÉGIME DE FIXATION DU PRIX APRÈS LE VISA

TABLE DES MATIÈRES

<u>PARTIE</u>	<u>TITRE</u>	<u>PAGE</u>
PARTIE 1	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION	1
	1.1. Définitions	1
	1.2. Modifications	1
PARTIE 2	ADMISSIBILITÉ AU RÉGIME DE FIXATION DU PRIX APRÈS LE VISA	1
	2.1 Placements interdits	1
	2.2 Retrait du régime de fixation du prix après le visa entre la date d'obtention du visa du prospectus provisoire et celle du visa du prospectus définitif	1
	2.3 Participation au régime de fixation du prix après le visa entre la date d'obtention du visa du prospectus provisoire et celle du visa du prospectus définitif	2
	2.4 Retrait du régime de fixation du prix après le visa après l'obtention du visa du prospectus	2
PARTIE 3	PROSPECTUS DE BASE – RFPV	2
	3.1 Forme du prospectus de base – RFPV	2
	3.2 Information à fournir	2
	3.3 Information qui peut être omise	4
	3.4 Octroi du visa	5
	3.5 Expiration du visa	5

	3.6	Modification du prospectus de base – RFPV	6
PARTIE 4		PROSPECTUS AVEC SUPPLÉMENT - RFPV	6
	4.1	Obligation de recourir à un prospectus avec supplément – RFPV	6
	4.2	Intégration par renvoi	6
	4.3	Restriction en matière de changements	6
	4.4	Changements apportés au nombre ou au montant total des titres dans le cadre d'un placement	6
	4.5	Information à fournir	7
	4.6	Mention qui doit être omise	8
	4.7	Modification du prospectus avec supplément – RFPV	8
	4.8	Moment du dépôt du prospectus avec supplément – RFPV	8
	4.9	Exigence de transmission	8
	4.10	Convention de prise ferme	9
PARTIE 5		RÉGIME DE FIXATION DU PRIX APRÈS LE VISA – MESURES TRANSITOIRES	9
	5.1	Régime de fixation du prix après le visa – Mesures transitoires	9
PARTIE 6		DISPENSES	9
	6.1	Dispense	9
	6.2	Attestation de la dispense	9
PARTIE 7		DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	10
	7.1	Date d'entrée en vigueur	10

NORME CANADIENNE 44-103
RÉGIME DE FIXATION DU PRIX APRÈS LE VISA

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

1) Dans la présente norme, on entend par :

« information qui peut être différée dans le régime de fixation du prix après le visa » : l'information qui peut être omise dans un prospectus de base – RFPV, sous réserve des dispositions de la présente norme; (*PREP information*)

« régime de fixation du prix après le visa » : les règles définies dans la présente norme pour le placement, au moyen d'un prospectus de base - RFPV et d'un prospectus avec supplément - RFPV, de titres dont le prix est fixé après que le prospectus a été visé; (*PREP procedures*)

« prospectus de base – RFPV » : un prospectus qui, à l'octroi du visa, omet une partie ou la totalité de l'information qui peut être différée dans le régime de fixation du prix après le visa, comme le permet la présente norme; (*base PREP prospectus*)

« prospectus avec supplément – RFPV » : un prospectus déposé sous le régime de fixation du prix après le visa qui renferme de l'information qui peut être différée dans le régime de fixation du prix après le visa. (*supplemented PREP prospectus*)

2) Tous les termes définis dans la Norme canadienne 44-101 *Placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié* et utilisés, mais non définis, dans la présente norme ont le sens qui leur est attribué dans la Norme canadienne 44-101.

1.2 Modifications

Dans la présente norme, toute mention d'une modification apportée à un prospectus désigne tant une modification du prospectus qu'un prospectus modifié et mis à jour.

PARTIE 2 ADMISSIBILITÉ AU RÉGIME DE FIXATION DU PRIX APRÈS LE VISA

2.1 Placements interdits

Nonobstant les autres dispositions de la présente norme, les placements de droits ne sont pas admissibles dans le cadre du régime de fixation du prix après le visa.

2.2 Retrait du régime de fixation du prix après le visa entre la date d'obtention du visa du prospectus provisoire et celle du visa du prospectus définitif

L'émetteur qui a obtenu un visa pour un prospectus provisoire de base – RFPV à l'égard d'un placement ne peut déposer un prospectus, à l'égard de ce placement, qui ne soit pas un prospectus de base – RFPV, à moins qu'il ne dépose, au plus tard au moment du dépôt du prospectus, une lettre de présentation indiquant que l'émetteur ou le porteur qui vend les titres, selon le cas, a décidé de ne pas se prévaloir du régime de fixation du prix après le visa pour le placement.

2.3 Participation au régime de fixation du prix après le visa entre la date d'obtention du visa du prospectus provisoire et celle du visa du prospectus définitif

L'émetteur qui a obtenu un visa pour un prospectus provisoire qui n'est pas un prospectus de base – RFPV ne peut déposer, à l'égard de ce placement, un prospectus de base – RFPV à moins qu'il ne dépose, au plus tard au moment du dépôt du prospectus de base – RFPV, une lettre de présentation indiquant que l'émetteur ou le porteur qui vend les titres, selon le cas, a décidé de se prévaloir du régime de fixation du prix après le visa pour le placement.

2.4 Retrait du régime de fixation du prix après le visa après l'obtention du visa du prospectus

Si le prospectus de base – RFPV a été visé à l'égard d'un placement de titres et si l'émetteur ou le porteur qui vend les titres décide, avant de déposer un prospectus avec supplément – RFPV de ne plus se prévaloir du régime de fixation du prix après le visa, l'émetteur dépose :

- A) l'un ou l'autre des documents suivants :
 - (i) un prospectus modifié qui ne constitue ni un prospectus de base – RFPV, ni un prospectus avec supplément – RFPV;
 - (ii) un nouveau prospectus provisoire qui ne constitue pas un prospectus de base - RFPV;
- B) une lettre de présentation indiquant que l'émetteur ou le porteur qui vend les titres, selon le cas, a décidé de ne pas se prévaloir du régime de fixation du prix après le visa dans le cadre du placement.

PARTIE 3 PROSPECTUS DE BASE – RFPV

3.1 Forme du prospectus de base – RFPV

La forme du prospectus prévue par la législation en valeurs mobilières peut être modifiée, pour le prospectus – RFPV, dans la mesure où la présente norme l'autorise.

3.2 Information à fournir

- 1) Le prospectus de base – RFPV de l'émetteur contient ce qui suit :
 1. Une mention, en haut de la page frontispice, indiquant que le prospectus est un prospectus de base – RFPV.
 2. La mention suivante, à l'encre rouge et en *italique*, sur la page frontispice :

« Le présent prospectus [insérer partout, au besoin, « simplifié »] a été déposé [insérer le nom de chaque territoire pertinent] sous un régime permettant d'attendre après le dépôt de sa version définitive pour déterminer certains renseignements concernant les titres offerts et d'omettre ces renseignements dans le prospectus. Ce régime exige que soit transmis aux souscripteurs un prospectus avec supplément – RFPV donnant ces renseignements omis, dans un certain délai à compter de la souscription ».
 3. Une mention indiquant que tous les renseignements figurant dans le prospectus avec supplément – RFPV qui ont été omis dans le prospectus de base – RFPV seront intégrés par renvoi dans le prospectus de base – RFPV à la date du prospectus avec supplément – RFPV.
 4. Si les titres qui font l'objet du placement ne sont pas des actions, le montant total en dollars des titres auxquels le prospectus de base – RFPV se rapporte.
 5. Si des actions font l'objet du placement,
 - A) le montant total en dollars des actions auxquelles le prospectus de base – RFPV se rapporte,
 - (i) si le produit du placement doit être affecté à un but particulier, précisé dans le prospectus, et si un minimum de fonds doit être recueilli à cette fin au moyen du placement,

- (ii) s'il n'existe aucun marché pour la négociation des titres de la catégorie de ceux qui doivent être placés au moyen du prospectus,
 - B) autrement, soit le nombre total, soit le montant total en dollars des actions auxquelles le prospectus de base – RFPV se rapporte.
6. Tout ratio de couverture par les bénéficiaires exigé aux termes de la législation en valeurs mobilières, pouvant être exprimé sous forme de fourchette sur la base d'une estimation raisonnable de l'information qui peut être différée dans le régime de fixation du prix après le visa.
7. Une attestation en la forme suivante, signée :
- a) par le chef de la direction et le chef des services financiers ou, si ces dirigeants n'ont pas été nommés, par des personnes exerçant des fonctions analogues pour le compte de l'émetteur;
 - b) au nom du conseil d'administration de l'émetteur, par deux administrateurs dûment autorisés à signer, à l'exclusion des personnes visées à l'alinéa a);
 - c) par toute personne ou société qui est promoteur de l'émetteur :

« Le présent prospectus [insérer, le cas échéant, « simplifié »], ainsi que les documents et l'information qui y sont intégrés par renvoi, constituera, à la date du prospectus avec supplément renfermant les renseignements qui peuvent être omis dans le présent prospectus, un exposé complet, véridique et clair de tous les faits importants se rapportant aux titres offerts au moyen du présent prospectus, conformément à la législation en valeurs mobilières de [indiquer chaque territoire dans lequel le placement est admissible et, si le placement est fait au Québec, ajouter « Pour les fins de la province de Québec, le présent [décrire le document] [dans le cas d'un placement au moyen d'un prospectus simplifié, insérer « prospectus simplifié, avec le complément du dossier d'information, »] ne contiendra, à la date du prospectus avec supplément, aucune information fautive ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou le cours des titres qui font l'objet du placement ». »

8. Une attestation, en la forme suivante, signée par chaque placeur, le cas échéant, qui est, à l'égard des titres devant être placés aux termes du prospectus, engagé par contrat envers l'émetteur ou le porteur qui vend les titres :

« À notre connaissance, le présent prospectus [insérer, le cas échéant, « simplifié »] et les documents qui y sont intégrés par renvoi constitueront, à la date du prospectus avec supplément renfermant les renseignements qui peuvent être omis dans le présent prospectus, un exposé complet, véridique et clair de tous les faits importants se rapportant aux titres offerts au moyen du présent prospectus, conformément à la législation en valeurs mobilières de [indiquer chaque territoire dans lequel le placement est admissible][si le placement est fait au Québec], ajouter « Pour les fins de la province de Québec, le présent [décrire le document] [dans le cas d'un placement par voie de prospectus simplifié, insérer « prospectus simplifié, avec le complément du dossier d'information, »] ne contiendra, à la date du prospectus avec supplément, aucune information fautive ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou le cours des titres qui font l'objet du placement ». »

9. Si la législation en valeurs mobilières exige une attestation de prospectus de la part d'un garant, une attestation en la forme prescrite à l'alinéa 7, signée par le garant et, si celui-ci est une société :

- a) par le chef de la direction et le chef des services financiers ou, si ces dirigeants n'ont pas été nommés, par des personnes exerçant des fonctions analogues pour le compte du garant;
- b) au nom du conseil d'administration du garant, par deux administrateurs dûment autorisés à signer, à l'exclusion des personnes visées à l'alinéa a).

- 2) Nonobstant le paragraphe 1), il est possible d'omettre dans un prospectus de base – RFPV provisoire, les renseignements exigés aux alinéas 4, 5 et 6 du paragraphe 1) s'ils ne sont pas connus au moment du dépôt de ce prospectus provisoire.

3.3 Information qui peut être omise

Le prospectus de base – RFPV peut ne pas contenir les renseignements suivants :

1. Le prix d'émission des titres dans le public visés par le placement.

2. Le montant des rémunérations, décotes et commissions de placement au comptant à l'égard du placement des titres.
3. Le produit net du placement.
4. Si des actions font l'objet du placement, si seul le nombre total de titres faisant l'objet du placement est divulgué et si, par ailleurs, le montant total en dollars des actions n'a pas à être divulgué aux termes de l'alinéa 5 du paragraphe 3.2 1), le produit brut du placement.
5. Le taux de dividende ou d'intérêt relatif aux titres faisant l'objet du placement.
6. Toute date de versement de dividende ou d'intérêt, date de clôture des registres ou date à laquelle les dividendes ou l'intérêt commencent à courir pour les titres faisant l'objet du placement.
7. Le prix de rachat, d'achat en vue de l'annulation, de la conversion ou de l'échange des titres.
8. L'identité des membres du syndicat de placement, à l'exclusion du chef de file et du co-chef de file, ainsi que les renseignements exigés à leur sujet aux termes de la rubrique 14 de l'Annexe 44-101 A3 de la Norme Canadienne 44-101 *Placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié*.
9. La date de livraison des titres devant être souscrits aux termes du placement.
10. Si un ou plusieurs placeurs ont convenu de souscrire à un prix précis les titres faisant l'objet du placement, la mention exigée par la législation en valeurs mobilières selon laquelle les preneurs fermes prendront livraison des titres, le cas échéant, dans un délai déterminé.
11. Dans le cas d'un placement pour compte comportant un minimum de fonds à réunir par l'émetteur, l'information exigée par la législation en valeurs mobilières concernant la durée maximale du placement et la remise du produit du placement aux souscripteurs.
12. Les autres modalités des titres faisant l'objet du placement pouvant être déterminées mathématiquement à partir des renseignements dont il est question aux alinéas 1 à 11.

3.4 Octroi du visa

Malgré l'omission de l'information qui peut être différée dans le régime de fixation du prix après le visa, l'agent responsable peut viser le prospectus de base – RFPV.

3.5 Expiration du visa

- 1) Sous réserve du paragraphe 2), le visa du prospectus de base – RFPV expire dans un délai de 90 jours suivant l'émission, à moins qu'un prospectus avec supplément – RFPV n'ait été déposé à l'intérieur de ce délai.
- 2) Si aucun prospectus avec supplément – RFPV n'est déposé dans les vingt jours suivant le dépôt du prospectus de base – RFPV, le visa de ce prospectus expire immédiatement avant la conclusion de la première convention d'achat-vente d'un titre auquel celui-ci se rapporte, à moins qu'un visa n'ait été octroyé dans les vingt jours précédents pour un prospectus de base – RFPV modifié mettant à jour, à la date de son dépôt, l'ensemble des renseignements contenu dans le prospectus de base – RFPV.

3.6 Modification du prospectus de base – RFPV

Toute modification du prospectus de base – RFPV, qui ne constitue pas une modification déposée aux termes de l'article 2.4 en vue du retrait du régime de fixation du prix après le visa, renferme les attestations qui, aux termes du paragraphe 3.2 1), doivent être données dans le prospectus de base – RFPV, avec les modifications suivantes :

1. Dans le cas d'une modification qui ne constitue pas une mise à jour du prospectus de base – RFPV, insérer le passage « dans sa version modifiée par la présente modification » après la mention, dans chaque attestation, du prospectus de base – RFPV.
2. Dans le cas d'une modification qui constitue une mise à jour du prospectus de base – RFPV, insérer le passage « modifié et mis à jour » après la mention du document dans chaque attestation.

PARTIE 4 PROSPECTUS AVEC SUPPLÉMENT – RFPV

4.1 Obligation de recourir à un prospectus avec supplément – RFPV

L'émetteur qui place ou le porteur qui vend des titres au moyen d'un prospectus de base – RFPV complète l'information donnée dans ce prospectus au moyen d'un prospectus avec supplément – RFPV afin que le prospectus renferme un exposé complet, véridique et clair de tous les faits importants se rapportant aux titres faisant l'objet du placement.

4.2 Intégration par renvoi

Les renseignements contenus dans un prospectus avec supplément – RFPV qui ne figurent pas dans le prospectus de base – RFPV correspondant sont intégrés dans celui-ci par renvoi à la date du prospectus avec supplément – RFPV.

4.3 Restriction en matière de changements

Le prospectus avec supplément – RFPV est identique au prospectus de base – RFPV correspondant, exception faite des changements permis ou exigés par la présente partie.

4.4 Changements apportés au nombre ou au montant total des titres dans le cadre d'un placement

- 1) Le nombre ou le montant total des titres offerts dans le cadre du placement indiqué dans le prospectus de base – RFPV aux termes de l'alinéa 4 ou 5 du paragraphe 3.2 1) peut être augmenté ou réduit jusqu'à concurrence de vingt pour cent dans le prospectus avec supplément – RFPV.
- 2) Si le nombre ou le montant total des titres offerts dans le cadre du placement indiqué dans le prospectus de base – RFPV aux termes de l'alinéa 4 ou 5 du paragraphe 3.2 1) est augmenté ou réduit jusqu'à concurrence de vingt pour cent dans le prospectus avec supplément – RFPV et si cette augmentation ou réduction constitue un changement important, les dispositions de la législation en valeurs mobilières qui exigent le dépôt d'une modification à un prospectus en cas de changement important seront respectées si le prospectus avec supplément – RFPV est déposé.
- 3) Nonobstant les dispositions de la législation en valeurs mobilières prescrivant la forme des attestations données à l'égard des modifications apportées à des prospectus, le prospectus avec supplément – RFPV déposé en vue de satisfaire aux dispositions de la législation en valeurs mobilières qui exigent le dépôt d'une modification à un prospectus en cas de changement important doit contenir les attestations exigées au paragraphe 4.5 2).

4.5 Information à fournir

- a) Le prospectus avec supplément – RFPV porte la date à laquelle le prix d'émission des titres dans le public a été fixé dans le cadre du placement.
- b) Le prospectus avec supplément – RFPV contient ce qui suit :

1. L'information qui peut être différée dans le régime de fixation du prix après le visa qui a été omise dans le prospectus de base – RFPV.
2. Au lieu des ratios de couverture par les bénéfices exprimés sous forme de fourchette selon une estimation raisonnable de l'information qui peut être différée dans le régime de fixation du prix après le visa, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa 6 du paragraphe 3.2 1), les ratios de couverture par les bénéfices exigés par la législation en valeurs mobilières.
3. Au lieu de l'attestation de prospectus exigée à l'alinéa 7 du paragraphe 3.2 1), une attestation en la forme suivante, signée :
 - a) par le chef de la direction et le chef des services financiers ou, si ces dirigeants n'ont pas été nommés, par des personnes exerçant des fonctions analogues pour le compte de l'émetteur;
 - b) au nom du conseil d'administration de l'émetteur, par deux administrateurs dûment autorisés à signer, à l'exclusion des personnes visées à l'alinéa a);
 - c) par toute personne ou société qui est promoteur de l'émetteur :

« Le présent prospectus [insérer, le cas échéant, « simplifié »], ainsi que les documents et l'information qui y sont intégrés par renvoi, constitue un exposé complet, véridique et clair de tous les faits importants se rapportant aux titres offerts au moyen du présent prospectus, conformément à la législation en valeurs mobilières de [indiquer chaque territoire dans lequel le placement est admissible et, si le placement est fait au Québec, ajouter « Pour les fins de la province de Québec, le présent [décrire le document] [dans le cas d'un placement au moyen d'un prospectus simplifié, insérer « prospectus simplifié, avec le complément du dossier d'information, »] ne contient aucune information fausse ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou le cours des titres qui font l'objet du placement ». »
4. Au lieu de l'attestation de prospectus exigée à l'alinéa 8 du paragraphe 3.2 1), une attestation en la forme suivante, signée par chaque placeur qui est, à l'égard des titres devant

être placés aux termes du prospectus, engagé par contrat envers l'émetteur ou le porteur qui vend les titres :

« À notre connaissance, le présent prospectus, [insérer, le cas échéant, « simplifié »] [dans le cas d'un placement par voie de prospectus simplifié, insérer «, ainsi que les documents et l'information qui y sont intégrés par renvoi, »] constitue un exposé complet, véridique et clair de tous les faits importants se rapportant aux titres offerts au moyen du présent prospectus, conformément à la législation en valeurs mobilières de [indiquer chaque territoire dans lequel le placement est admissible] [si le placement est fait au Québec, ajouter « Pour les fins de la province de Québec, le présent [décrire le document] [dans le cas d'un placement au moyen d'un prospectus simplifié, insérer « prospectus simplifié, avec le complément du dossier d'information, »] ne contient aucune information fausse ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou le cours des titres qui font l'objet du placement »]. »

5. Au lieu de l'attestation de prospectus exigée à l'alinéa 9 du paragraphe 3.2 1), une attestation en la forme prévue à l'alinéa 3, signée par un garant, si la législation en valeurs mobilières exige une attestation de prospectus d'un garant.
6. Une liste décrivant brièvement tous les documents intégrés par renvoi dans le prospectus de base – RFPV depuis qu'il a été visé.

4.6 Mention qui doit être omise

Le prospectus avec supplément – RFPV omet la mention exigée à l'alinéa 2 du paragraphe 3.2 1).

4.7 Modification du prospectus avec supplément – RFPV

Toute modification du prospectus avec supplément – RFPV renferme les attestations exigées au paragraphe 4.5 2), avec les changements suivants :

1. Dans le cas d'une modification qui ne constitue pas une mise à jour du prospectus avec supplément – RFPV, insérer le passage « dans sa version modifiée par la présente modification » après la mention, dans chaque attestation, du prospectus avec supplément – RFPV.
2. Dans le cas d'une modification qui constitue un prospectus avec supplément – RFPV modifié et mis à jour, insérer le passage « modifié et mis à jour » après la mention du document dans chaque attestation.

4.8 Moment du dépôt du prospectus avec supplément – RFPV

Un prospectus avec supplément – RFPV rédigé conformément à la présente norme est déposé dans le territoire intéressé dans lequel des titres sont placés sous le régime de fixation du prix après le visa, au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant la date à laquelle l'information omise dans le prospectus de base – RFPV est établie.

4.9 Exigence de transmission

Dans le cas de titres placés sous le régime de fixation du prix après le visa, les dispositions de la législation sur les valeurs mobilières qui exigent la transmission du prospectus au souscripteur sont respectées par la transmission d'un prospectus avec supplément – RFPV.

4.10 Convention de prise ferme

Nonobstant les dispositions de la législation en valeurs mobilières, la convention de prise ferme ou tout autre contrat important se rapportant à un placement de titres ne pouvant être réalisé avant la fixation du prix d'offre, et qui doit, aux termes de la législation en valeurs mobilières, être déposé ou transmis à l'agent responsable avec le prospectus :

- A) est déposé ou transmis, selon le cas, avec le prospectus de base – RFPV à l'état de projet et peut omettre l'information qui peut être différée dans le régime de fixation du prix après le visa;
- B) est déposé ou transmis de nouveau, selon le cas, dans sa forme définitive, avec la modification du prospectus avec supplément – RFPV ou du prospectus de base – RFPV, renfermant l'information qui peut être différée dans le régime de fixation du prix après le visa et un exemplaire de la convention souligné en noir pour indiquer les modifications par rapport au projet déposé aux termes de l'alinéa a).

PARTIE 5 RÉGIME DE FIXATION DU PRIX APRÈS LE VISA – MESURES TRANSITOIRES

5.1 Régime de fixation du prix après le visa – Mesures transitoires

- 1) L'émetteur qui a déposé un prospectus selon le régime de fixation du prix après le visa aux termes de l'Instruction générale n° C-44 ou de la législation en valeurs mobilières au Québec avant l'entrée en vigueur de la présente norme est réputé avoir déposé un prospectus de base – RFPV et obtenu le visa aux termes de la présente norme.
- 2) L'émetteur qui a déposé un prospectus provisoire selon le régime de fixation du prix après le visa aux termes de l'Instruction générale n° C-44 ou de la législation en valeurs mobilières au Québec, le visa est

réputé avoir déposé un prospectus provisoire en la forme du prospectus de base – RFPV aux termes de la présente norme.

PARTIE 6 DISPENSES

6.1 Dispense

- 1) L'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense partielle ou totale de l'application de la présente norme, sous réserve des conditions ou des restrictions imposées dans la dispense.
- 2) Nonobstant le paragraphe 1), en Ontario et en Alberta, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.
- 3) La demande de dispense de l'application de la présente norme déposée auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable est accompagnée d'une lettre ou d'une note indiquant les motifs de la demande et expliquant pourquoi elle mérite considération.

6.2 Attestation de la dispense

- 1) Sous réserve du paragraphe 2), et sans limiter les diverses façons dont on peut attester l'octroi d'une dispense aux termes de la présente partie, le visa du prospectus de base – RFPV ou de la modification du prospectus de base – RFPV fait foi.
- 2) L'octroi d'une dispense conformément à la présente partie ne peut être attesté de la manière décrite au paragraphe 1) que si :
 - A) la personne ou la société qui a demandé la dispense a envoyé à l'agent responsable la lettre ou la note visée au paragraphe 6.1 3) :
 - (i) soit au plus tard à la date du dépôt du prospectus de base – RFPV provisoire;
 - (ii) soit après la date du dépôt du prospectus de base – RFPV provisoire, si elle a reçu de l'agent responsable confirmation écrite que l'obtention de la dispense peut être attestée de la manière prévue au paragraphe 1);
 - B) l'agent responsable n'a envoyé à la personne ou société qui a demandé la dispense, au plus tard à la délivrance du visa, aucun avis indiquant que l'octroi de la dispense demandée ne peut être attesté de la manière décrite au paragraphe 1).

PARTIE 7 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

7.1 Date d'entrée en vigueur – La présente norme entre en vigueur le 8 juin 2005.